

Un nouvel équilibre entre les Nations ? (III)

Face à la réaction d'Israël depuis le pogrom du 7 octobre 2023 perpétré par le Hamas, les régions qui entourent la Bande de Gaza, c'est-à-dire Israël, la Cisjordanie, le Golan, le Liban et l'Égypte sont quasi obligées d'avoir une attitude nouvelle à l'égard de la situation inattendue.

Le front régional

Tsahal, l'armée d'Israël, élimine le major général iranien Razi Moussavi (1963-2023) à **Damas**, le 25 décembre 2023, le numéro deux du Hamas Salah al-Aroui (1966-2024), ainsi que six commandants militaires à **Beyrouth**, le 2 janvier 2024. Le 8 janvier 2024, Tsahal tue Wissam Hassan Tawil (1970-2024), un des chefs opérationnels du Hezbollah, près d'un village du **Sud Liban**. Le soir même Hassan Akasha, commandant militaire du Hamas, impliqué dans des tirs de roquette depuis le **territoire syrien** vers le Golan annexé, est éliminé.

Le 4 janvier 2024, un drone américain neutralise à **Bagdad** Jawad al-Jawari, chef du groupe chiite Harakat al-Nujaba lié à Téhéran, qui lançait des missiles sur les bases des États-Unis en **Irak** et en **Syrie**.

Le 3 janvier 2024, une centaine de personnes trouvent la mort lors d'une déflagration à Kerman, en **Iran**, au sein d'une foule de fidèles et de militants commémorant le décès du général Solaymani (1957-2020). L'attentat est revendiqué par l'État Islamique/Province du Khorassan, mouvement salafiste-jihadiste sunnite fondé en janvier 2015, dans la zone frontalière de l'Afghanistan, un mouvement violemment anti-chiite.

On perçoit que l'Iran est entré dans une répression impitoyable du mouvement de revendication des femmes après l'assassinat par la police des mœurs de la « mal voilée » Masha Amini (2000-2022) le 16 septembre 2022. Les Gardiens de la révolution prennent le pas sur les mollahs. Des Iraniens pensent que l'attentat du Kerman a été fomenté à partir du **Pakistan**. Des tirs de missiles sont échangés entre l'Iran et le Pakistan. Mais la réplique du Pakistan, puissance nucléaire liée aux États-Unis par des accords militaires, oblige le ministre iranien des affaires étrangères à se rendre sur place, à Islamabad, le 29 janvier 2024 pour aplanir l'incident.

Au **Nord-Yémen**, des sites de lancement de missiles installés par les Iraniens afin que les Houthis puissent les lancer sur les navires marchands qui parcourent la Mer Rouge entre le détroit de Bab-el-Mandeb, sur l'océan Indien, et le canal de Suez sont détruits par des frappes américaines et britanniques.

L'Arabie Saoudite et les **Émirats arabes unis** ont subi sur leur sol des tirs de missiles par les Houthis et d'autres membres de l'axe de la résistance (dominé par Téhéran). Aussi hésitent-ils à s'engager davantage aux côtés des États-Unis.

La France, qui dispose d'une flotte opérationnelle et d'une base aéronavale régionale à **Djibouti**, limite son engagement sur ce front maritime.

La question du génocide de Gaza

Le conflit entre Israël et la Palestine, en 2023, est centré sur Gaza. Nous savons, depuis lors, qu'Israël s'est aussi attaqué au Hezbollah au Liban. En visant l'axe de la résistance, Israël essaie de se détacher des effets contre-productifs des accusations génocidaires concernant Gaza. Cette manière de faire envoie des signaux aux États arabes sunnites, signataires d'accords de paix avec Israël : Égypte, Jordanie, Émirats arabes unis, Bahreïn, Maroc et Soudan.

S'agit-il de génocide ? Le 11 novembre 2023, les États membres de la Ligue arabe et de l'Organisation de la coopération islamique ont eu une réunion à Riyad (Arabie Saoudite). Ils ont condamné vigoureusement l'agression israélienne contre la Bande de Gaza et les crimes, massacres barbares, cruels et inhumains. Ces déclarations n'ont pas abouti à une décision collective. Les intérêts de ces différents États sont contradictoires. Parmi les invités, on compte le président de la Syrie, Bachar al-Assad (né en 1965). La tragédie syrienne dépasse les 350 000 morts, en plus des 6 millions de déplacés internes et des 8 millions de nationaux chassés de leur pays, ou l'ayant fui.

L'hécatombe de Gaza s'inscrit dans une longue série de celles qui ont désolé les régions d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient : depuis le massacre des Arméniens de Turquie en 1915, des Kurdes gazés à Halabja en Irak par Saddam Hussein (1937-2006) en 1988, des tueries interconfessionnelles durant la guerre civile libanaise entre 1975 et 1990, des carnages de la décennie noire du jihad en Algérie pendant les années 1990, des bains de sang au Yémen à compter de l'été 2014, des dévastations ethniques au Soudan dont les dirigeants ont été poursuivis pour leurs crimes. La qualification de « génocide », réservée en Occident à l'extermination des Juifs par les nazis, constitue désormais un enjeu politique considérable.

Appliquée à l'hécatombe de Gaza, elle vise à catégoriser la tuerie causée par Israël comme perpétrée par un intrus occidental au Proche-Orient, et donc blâmable parce qu'inscrite dans la lignée des crimes de la colonisation et de l'impérialisme.

Cette controverse sur le génocide avait déjà commencé à prendre forme dans les dernières années du XX^e siècle lorsque l'orientaliste anglo-américain Bernard Lewis (1916-2018) avait déclaré dans un entretien au quotidien *Le Monde* du 13 novembre 1993 que « la qualification de génocide attribuée aux massacres perpétrés par les Turcs en 1915 n'était que la version arménienne de cette histoire ». Il fut condamné par le tribunal de grande instance de Paris le 21 juin 1995 à un franc symbolique de dommages et intérêts, au motif que « c'est en occultant les éléments contraires à sa thèse que le défendeur a pu affirmer qu'il n'y avait pas de preuve sérieuse du génocide arménien ».

La sanction de Lewis est motivée, en France, par la loi Gayssot (13 juillet 1990), qui vise à réprimer la contestation de l'existence de crimes contre l'humanité. Cette loi criminalise le négationnisme de la Shoah, alors porté par des polémistes d'extrême droite. C'est le même argumentaire que plaidera l'Afrique du Sud devant la Cour Internationale de Justice : la condamnation d'Israël pour génocide par une majorité d'États issus du Sud Global aurait pour effet de ruiner le principe fondateur même de l'État d'Israël.

Ambiguïtés turques

Après la chute de l'empire ottoman, les élites nationalistes et laïques tournent le dos au monde arabe, anciennement soumis au joug ottoman, et perçu globalement comme hostile, du fait des liens de sujétion de certains de ces États, tels la Syrie, l'Irak ou l'Égypte, avec l'URSS, voire « arriéré » au regard de l'occidentalisation de la Turquie, membre de l'OTAN. Les élites favorisent des relations étroites, politiques, commerciales et militaires, avec l'État d'Israël. De plus, contrairement aux Grecs chrétiens expulsés au moment de la création de la République, au lendemain de la Première Guerre mondiale, les Juifs de Turquie peuvent rester dans la nouvelle République. Ils ont ainsi bénéficié d'une situation de quasi-monopole des fonctions d'intermédiaires – autrefois dévolues aux drogmans (traducteurs) – avec l'Europe de l'Ouest, puis l'Amérique, jadis partagées avec ces autres minorités confessionnelles.

Un grand changement intervient avec la victoire des islamo-conservateurs de l'AKP (le Parti de la justice et du développement) en 2003, portés par la croissance démographique exponentielle des classes populaires et moyennes d'Anatolie. Cette victoire s'est traduite par une reprise des liens historiques avec l'ancien territoire de l'empire ottoman, délaissés par les élites laïques urbaines précédemment au pouvoir. On remet en honneur des réseaux confrériques, tribaux et familiaux sunnites, des routes commerciales ou de contrebande qui persistaient souterrainement. Beaucoup de structures anciennes ont été réactivées et transformées en vecteurs d'influence, pour l'exportation de produits manufacturés turcs, puis à des fins d'expansion politico-militaire et religieuse néo-ottomanes.

Recep Tayyip Erdogan (né en 1954) est issu d'une mouvance islamo-conservatrice se rattachant à la matrice des Frères musulmans. Il a été éduqué dans un lycée pour imams et prédicateurs. Durant ses deux décennies au pouvoir, il a considérablement relativisé le rapport de proximité avec Israël établi par les dirigeants laïcs précédents. Il l'a rééquilibré en faveur de la Palestine, et notamment du mouvement « frère » du Hamas. La dégradation de la relation avec Israël a atteint le point le plus bas en mai 2010, alors que la Bande de Gaza était soumise à un siège par le ministre « Netanyahu II », suite à la prise en otage du caporal franco-israélien Gilad Shalit (né en 1986) par le Hamas. Une flottille humanitaire, connue sous le nom de son principal vaisseau, le ferry *Mavi Marmara*, mobilisée par l'ONG islamiste IHH, proche du pouvoir turc et du Hamas, et partie d'Istanbul avec 700 personnes de plus de 36 nationalités à bord ainsi que 10 000 tonnes de fret afin de briser le blocus,

fut arraisonnée par les commandos de marine israéliens. Il y eut neuf morts et des dizaines de blessés. En conséquence, la coopération militaire entre les deux États – restée forte du fait de l'appartenance de la Turquie à l'OTAN – fut interrompue.

Toutefois, les relations israélo-turques persistent notamment dans le domaine économique. Ainsi avec l'Azerbaïdjan, Israël a des relations commerciales parce que Bakou, la capitale, est hostile à l'Iran, ennemi d'Israël. La Turquie a des relations commerciales parce que Aliiev (né en 1961), président de l'Azerbaïdjan, est chef d'une nation de langue turcique, en guerre avec l'Arménie. Le pétrole azéri à destination d'Israël coule dans un oléoduc turc jusqu'au port où le chargent les tankers à destination de Haïfa ou d'Ashdod. Israël a procuré des drones à Bakou pour reconquérir l'enclave arménienne du Haut-Karabakh en 2020. La Turquie a recruté au même moment des combattants de Syrie pour les envoyer à Bakou, en vue de l'assujettissement du Haut-Karabakh.

Au lendemain du 7 octobre 2023, Erdogan reste dans une prudente expectative. Il se présente comme un intermédiaire possible entre Israël et le Hamas. Soutien traditionnel du Hamas, ayant conféré la nationalité turque à Ismaël Haniyeh (1962-2024), et hébergé nombre de ses responsables, il vient de se réconcilier avec Netanyahu qu'il a rencontré en septembre 2023 à New York en marge de l'Assemblée générale de l'ONU.

Erdogan a des relations difficiles avec les États-Unis. Il pourrait, grâce à une médiation entre le Hamas et Israël, redorer son image. En effet, bien que membre de l'OTAN, la Turquie a fait l'achat en 2017 de missiles sol-air S-400 russes ! Du coup, Ankara ne peut pas acquérir des bombardiers furtifs F-35 américains. La Turquie risque d'avoir une aviation obsolète face à ses rivaux. La Grèce, par exemple, a acheté 24 Rafale français qui surclassent les F-16 turcs.

Le niet des États-Unis à la Turquie, pour les F-35, entraîne un niet de la Turquie pour l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN, au motif que ces deux États hébergent des terroristes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), un mouvement qui est l'auteur de nombreux attentats sanglants. Avoir de bons contacts avec Israël, c'est, pour Erdogan, avoir un « allié » qui pourra infléchir le niet des États-Unis pour les F-35. Le 26 janvier 2024, il obtient ses avions, trois jours après le vote du Parlement turc en faveur de l'adhésion de la Suède à l'OTAN.

Trois semaines après le 7 octobre 2023, Israël commence l'offensive contre le Hamas à Gaza. Le 28 octobre, à la veille de la célébration du centenaire de la république fondée par Mustafa Kemal Atatürk (1881-1938) le 29 octobre 1923, se tient un gigantesque rassemblement à Istanbul où Erdogan s'exhibe, le cou ceint d'un keffieh palestinien blasonné d'un drapeau turc. Dans un discours agressif, il s'adresse à Israël à la deuxième personne du singulier : Israël, tu es un occupant, tu es une organisation. Il accuse l'Occident, pire coupable des massacres à Gaza, de recréer une atmosphère de croisade de la croix contre le croissant, contre les musulmans. Il loue le Hamas, groupe de combattants pour la liberté, luttant pour protéger leur peuple.

Erdogan reprend l'attitude du sultan conquérant Mehmet II (1432-1481) qui prit Constantinople le 29 mai 1453. Le 24 juillet 2020, il avait déjà de manière spectaculaire ré-islamisé Sainte-Sophie. Cette fois, il reconquiert Constantinople sur l'arasement de la laïcité. En effet, Atatürk avait converti en 1935 l'édifice religieux musulman en musée comme « cadeau à l'humanité ». Atatürk avait en 1923 montré à l'Occident qu'il n'y aurait pas d'émiettement de l'ancien califat ottoman en une mosaïque de cantons ethnico-confessionnels, prévu par le traité de Sèvres du 10 août 1920. Atatürk, imbu de la culture française de la laïcité du début du XX^e siècle, pensait que la laïcité était un vecteur de modernisation. Les victoires de 1923 contre l'émiettement de l'Anatolie entraînaient la victoire de la laïcité, dont l'armée turque serait la garante.

Au contraire, Erdogan se fait le champion des valeurs islamistes face à l'héritage laïc turc, devenu l'instrument des militaires vénaux et soumis aux intérêts américains. La réislamisation de Sainte-Sophie intervient dans une période où on cherche la conquête du leadership islamique mondial. En 2020, en raison du Covid-19, pas de pèlerinage à La Mecque. Le 24 juillet 2020, à Sainte-Sophie, il annonce la libération de la mosquée al-Aqsa...

Défiant l'hégémonie saoudienne sur l'islam mondial, Erdogan constitue une triple-entente « fréro-chiite » autour d'Ankara, de Doha et de Téhéran, qui fait du soutien au Hamas, représenté par Ismaël Haniyeh, résident au Qatar, sa principale expression géopolitique.

La triplicité du Qatar

Comme la Turquie ne peut pas exercer de médiation entre le Hamas et Israël, un autre État va essayer de le faire. Le Qatar abrite le bureau politique du mouvement islamiste palestinien depuis qu'il a dû quitter la Syrie en 2012. Les dirigeants du Hamas résidents à Doha, Ismaël Haniyeh et son prédécesseur Khaled Meshal (né en 1956), n'ont pas été partie prenante dans la razzia du 7 octobre 2023. La décision est de Yahya Sinwar (1962-2024). Les deux résidents de Doha ont poussé les retranchés dans les tunnels de Gaza à émettre leurs revendications aux qataris, lesquels en faisaient part à leurs interlocuteurs israéliens. Cent dix otages israéliens ont été libérés.

Lors des pourparlers de Paris, le 28 janvier 2024, aux côtés des chefs des services de renseignement israélien, américain et égyptien, le Premier ministre du Qatar, Mohammed ben Abderrahmane Al-Thani (né en 1980), est présent. Nous savons que le Qatar finance le Hamas depuis très longtemps, avec une sorte d'accord tacite d'Israël. Pour le moment, il est le seul qui pourrait être un intermédiaire entre les parties en présence.

Les États arabes

Six États arabes ont reconnu l'État d'Israël : l'Égypte (1979), la Jordanie (1993), les Émirats arabes unis (2020), Bahreïn (2020), le Soudan (2020) et le Maroc (2020). Ces six États publient des déclarations calibrées à destination de l'opinion publique. Les bénéfices attendus des échanges économiques quand la guerre aura cessé l'emportent sur les calculs à court terme.

L'Égypte et la Jordanie refusent d'accueillir sur leur territoire des réfugiés qui seraient chassés de Gaza. L'arrivée en masse de Palestiniens déstabiliserait le royaume hachémite. En septembre 1970, le roi Hussein avait dû déclencher des opérations militaires contre les fedayin de l'OLP de Yasser Arafat (1929-2004) qui avait tenté de le renverser. Ces Palestiniens ont été bannis au Liban. L'Égypte ne pourrait pas intégrer deux millions de personnes de plus à nourrir.

L'Arabie Saoudite serait prête à intervenir dans une solution à la condition qu'on inclurait la création d'un État palestinien. L'Arabie peut faire les investissements nécessaires pour reconstruire tout ce qui a été détruit. Avant la razzia du 7 octobre 2023, l'Arabie avait eu des contacts qui pouvaient aboutir à un accord.

Après la razzia, en janvier 2024, l'Arabie entre dans le groupe des BRICS+. Le Prince Mohammed ben Salmane ben Abdelaziz Al-Saoud (né en 1985) dirige le pays comme Prince héritier depuis 2017, et comme Premier ministre depuis 2022. Il justifie cette entrée en faisant prévaloir la solidarité financière des exportateurs de pétrole avec la Russie de Vladimir Poutine (né en 1952), en maintenant les prix élevés, au lieu de s'engager politiquement aux côtés de l'OTAN et de l'Ukraine en poussant à la baisse les cours du brut et en augmentant la production, afin de pénaliser Moscou.

Salmane refuse désormais d'être aux ordres des États-Unis. Pour ceux qui se souviennent de la fin de la Seconde Guerre mondiale, juste au lendemain des accords de Yalta en Crimée (février 1945), un autre accord (14 février 1945) avait été réalisé sur les lacs amers du canal de Suez, à bord du croiseur USS Quincy, entre le Président Franklin Roosevelt (1882-1945) des États-Unis et le Roi Abdelaziz ben Abderrahmane Al-Saoud, dit Ibn Saoud (1875 ? – 1953) d'Arabie. En échange de la protection américaine, le monarque lui vendait au meilleur prix son or noir, pour toute la durée de l'affrontement entre le monde libre et le bloc socialiste. Cet accord a tenu et a été modifié en octobre 1973, lorsque le Roi Fayçal ben Abdelaziz Al-Saoud (1906-1975), successeur d'Ibn Saoud, a fait du pétrole une arme politique.

Une autre collaboration américano-saoudienne à propos de l'invasion de l'URSS en Afghanistan a abouti à la défaite de l'URSS avec la chute du mur de Berlin en 1989.

Lorsque le Président Joe Biden (né en 1942) est venu en Arabie Saoudite en été 2022, il n'a pas compris que les temps avaient changé depuis 1945. Salmane a accepté la médiation de la Chine pour rétablir des relations diplomatiques avec la République islamique de l'Iran en mars 2023. Il était ouvert à une complémentarité économique avec Israël, sous condition de reconnaissance préalable d'un État palestinien.

Moscou et Pékin : du tiers-monde au Sud Global

Israël a maintenu des relations avec la Russie après l'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022. La Russie a l'avantage de sanctuariser le territoire syrien et de contrôler Bachar al-Assad afin de garder sous contrôle le lancement de missiles iraniens contre le Golan annexé officiellement par Israël en 1981. Après le 7 octobre 2023, les relations avec Moscou se sont nettement dégradées.

En 1948, l'URSS était en faveur d'Israël. Jusqu'en 1951, elle livra à Israël des armes tchécoslovaques. Elle permit à 200 000 Juifs d'Europe de l'Est d'immigrer en Israël. À partir de 1953, l'antisémitisme se développe de nouveau dans le bloc soviétique. L'émigration vers Israël est interdite. Le changement de régime en Égypte fait basculer l'URSS en faveur de divers États arabes où le pouvoir échoit à des militaires et des enseignants de condition modeste, qui embrassent le socialisme et prennent parti contre l'Occident.

Avec la fin de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev (1931-2022) rétablit en octobre 1991 les relations diplomatiques avec Israël et il autorise l'émigration d'un million de Juifs ex-soviétiques. En 2014, alors que les Occidentaux réprouvent à l'ONU l'annexion de la Crimée par la Russie, Israël s'abstient. D'où le peu de soutien d'Israël au Président Volodymyr Zelensky (né en 1978) de l'Ukraine, alors qu'il est juif.

Après le 7 octobre 2023, la politique de la Russie tient compte du fait que nombre d'États de l'ancien tiers-monde ont refusé de condamner l'invasion de l'Ukraine ; le ressentiment anti-occidental se fait sentir jusque-là. La Russie tient compte de ce qui prend forme autour du Sud-Global, exprimé par les BRICS, dont le R est l'initiale de la Russie.

La Chine a l'initiale C dans les BRICS. Elle s'inscrit dans un mouvement comparable à la Russie. Moins impliquée au Moyen-Orient pour des raisons historiques, elle voit dans l'Ukraine et la razzia du 7 octobre 2023 des préoccupations occidentales qui réduisent la disponibilité de Washington et de ses alliés pour s'impliquer dans la défense de Taïwan, menacée d'une annexion par Pékin.

La Chine a établi des relations économiques avec beaucoup d'États du Moyen-Orient. Les nouvelles « routes de la soie » pour l'Europe et l'Afrique peuvent traverser le Moyen-Orient. La Chine a sorti l'Iran de son isolement imposé par les sanctions américaines. Elle a soutenu l'élargissement du canal de Suez qui a doublé sa capacité en 2015, au bénéfice des cargos qui font la navette avec l'empire du milieu. La Chine est le deuxième partenaire commercial d'Israël, derrière les États-Unis.

Après le 7 octobre 2023, la Chine a été de plus en plus opposée à la manière dont Israël a traité la Bande de Gaza. Elle voit se fédérer une bonne partie des États de la planète contre l'Occident.

Gilles KEPEL, *Holocaustes, Israël, Gaza et la guerre contre l'Occident*, Paris, Plon, 2024, p. 105-148.

J. Guy,
Evêque de Tournai